

Christian Murat rend son siège

BAYONNE Le conseiller municipal d'opposition démissionne. Il fait un constat d'impuissance

Le conseiller municipal du groupe d'opposition Bayonne ville ouverte (BVO, gauche), Christian Murat, a donné hier sa démission du Conseil municipal. Dans un courrier à Jean-René Etchegaray, maire de Bayonne, il explique sa décision. Il y dit sa lassitude face à ce qu'il qualifie d'« inaction » à laquelle l'opposition est réduite.

« Je veux simplement participer à l'amélioration de la vie quotidienne de mes concitoyens », écrit Christian Murat. Très engagé depuis plus de quarante ans dans l'action sociale, à Bayonne, il pensait pouvoir pousser des projets. Le démissionnaire aurait aimé « une réflexion sur les pratiques sportives et la précarité ».

De même Christian Murat aurait aimé questionner la façon de coordonner l'action des associations humanitaires, « en particulier concer-

nant la distribution de denrées alimentaires aux précaires ». « Rien n'a abouti », déplore-t-il.

Au-delà de ces exemples parmi d'autres, le démissionnaire a le sentiment d'un ronron sans perspective. « Sur le fond, je veux dire fermement que, au-delà de mon inaction pour Bayonne, je fais le constat de la grande pauvreté de vos projets municipaux. »

Action associative

L'opposant fait un constat d'impuissance. « J'ai été condamné à parler sans être écouté. » Jusqu'à se sentir « hors sol » au sein du Conseil municipal. Christian Murat décide donc de pleinement se concentrer sur ses engagements au sein notamment de la Fondation Abbé-Pierre et d'Atherbea. Au moment où nous avons joint Jean-René Etchegaray, hier, il n'avait pas encore



Christian Murat. ARCHIVES J.-D. CHOPIN

pris connaissance de la lettre dans le détail. Les deux hommes ont néanmoins échangé à l'issue du conseil municipal de jeudi. « Je ne peux que prendre acte », déclarait simplement le premier magistrat.

Après Jean-Michel Uhaldeborde, Christian Murat est le second élu de son groupe à démissionner, depuis le début du mandat. Son remplaçant sera André Artiaga (PS).